### **RENCONTRES ITER - 27 09 2023**

## ITER Organization Régime Juridique

**ACHATS** 

**Antoine CALMES/Anna TYLER** 

# Satut juridique de l'Organisation ITER: une organisation intergouvernementale

- 2006: Création d'ITER Organization
  - Signature de l'Accord ITER et de l'Accord ITER sur les P&I le 21 novembre 2006
  - Entrée en vigueur de ces accords internationaux le 24 octobre 2007
- ITER Organization: organisation internationale de droit public établie par un accord international = sujet de droit international public.
- Jouit de <u>Privilèges & Immunités</u> sur le territoire des 7 Membres afin d'éviter toute influence de la part de chaque Membre et assurer son indépendance
- ITER Organization possède la personnalité juridique:
  - **personnalité juridique internationale** → y compris la capacité de conclure des accords avec des Etats et/ou des organisations internationales ;
  - personnalité juridique interne dans le territoire des 7 Membres 

    y compris la capacité de conclure des contrats, acquérir, détenir et disposer des biens immobiliers et mobiliers, obtenir des autorisations et ester en justice.

### Rôle de l'Organisation ITER

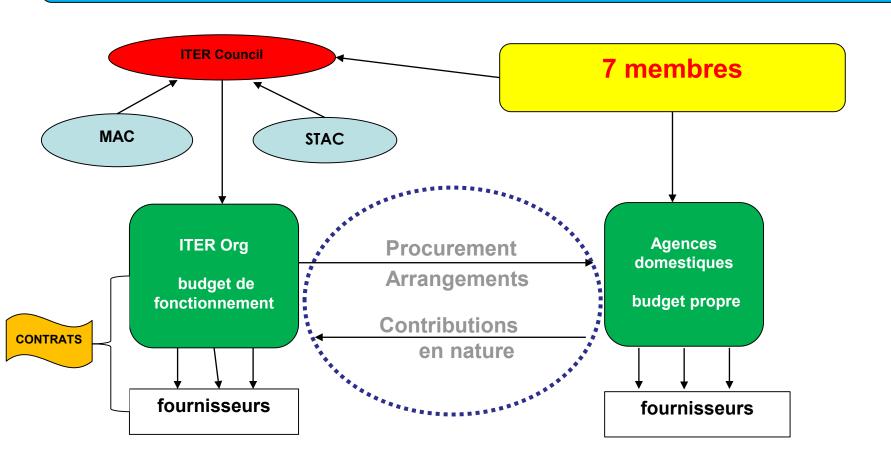
- ➤ **Objet:** assurer et promouvoir la coopération entre ses membres sur le projet ITER, un projet international qui vise à démontrer la faisabilité scientifique et technique de l'énergie de fusion à des fins pacifiques, dont un élément essentiel sera de parvenir à une production de puissance soutenue à partir de la fusion (art. 2 Accord ITER).
- Fonction principale: <u>construire</u>, <u>mettre en service</u>, <u>exploiter</u> et <u>désactiver</u> les installations ITER conformément aux objectifs techniques et à la conception générale présentée dans le rapport final des activités ayant trait au projet détaillé ainsi que dans les documents techniques complémentaires qui peuvent être adoptés, au besoin, conformément à l'Accord ITER, et assurer leur déclassement (art. 3 Accord ITER).
- ➤ ITER Organization est <u>l'exploitant nucléaire</u> de la machine:
  - Processus d'obtention des autorisations administratives est en cours;
  - Spécificités concernant le fond de démantèlement
  - Spécificité transfert du site à la France pour la fin de vie de l'installation pour le démantèlement après la mise à l'arrêt.

## Ressources de l'Organisation ITER

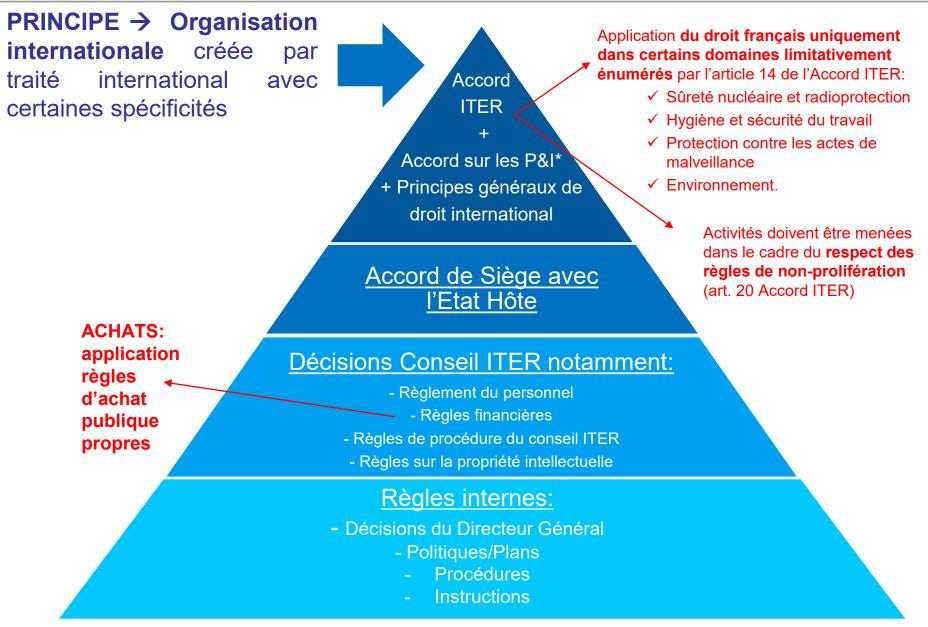
2 types de ressources — (art. 8 accord ITER)

- Contributions en nature
- Contributions financières au budget

### Mise en oeuvre des contributions en nature



### Règles applicables: une pyramide des normes spécifique



# Conséquences du statut juridique d'IO sur les contrats placés par IO (1/2)

#### Procédures d'appels d'offre publics:

- Pas d'application du code des marchés publics français
- Application des règles d'achats internes d'IO basées sur les « best practices » des règles internationales d'achat public (égalité de traitement, transparence, traçabilité , ..)
- Plusieurs types de consultation selon règles prédéfinies : CFT, OT, RT, SGC, SVPO, ...
- Audits réguliers

#### > Soumissionnaires:

- Consultation des entreprises via les Agences Domestiques des Membres ITER (sauf exceptions)
- Groupements d'entreprises autorisés (Consortium , GMES, ..) mais conjointement et solidairement responsables
- Sous-traitance:
  - ✓ Déclaration au niveau de l'appel d'offres
  - ✓ Déclaration au niveau de la mise en œuvre contrat

#### > Types de contrats:

- Conditions contractuelles sont incluses dans les appels d'offres (« draft contracts »)
- Contrats basés sur les conditions générales d'IO (Conditions générales « Services » or « Supply » + Conditions Particulières)
- Principaux contrats de construction types FIDIC adaptés pour prendre en compte les conditions générales IO (FIDIC Ingénieur IO)
- Langue du contrat: anglais (contrat + livrables + communications)

## Conséquences du statut juridique d'IO sur les contrats placés par IO (2/2)

### Droit applicable:

- Textes constitutifs d'IO
- Les dispositions du contrat sans préjudice du statut juridique d'IO
- Référence subsidiaire au droit français
  - ✓ Loi de polices,
  - ✓ Pour interpréter le contrat si des dispositions ne sont pas claires ou sont ambiguës
- Responsabilité contractuelle: gouvernée par les stipulations des contrats interprétés conformément au droit applicable au contrat (art. 15 Accord ITER)
- Propriété intellectuelle: partage entre le contractant et IO de la PI générée dans le cadre du contrat en fonction du cadre prévu par l'article 10 de l'accord ITER se traduisant par une clause type
- Règlement des litiges: arbitrage international
  - •Chambre de Commerce Internationale (ICC) => Mediation puis Arbitrage
  - •En anglais, à Paris
  - •Ne constitue par une renonciation au P&I
  - •Contrats FIDIC : Dispute Adjudication Process
- > Procurement Review Board (commission de révision des marchés):
  - public concerné: soumissionnaires non retenus
  - possibilité de déposer une demande de révision de la procédure d'appel d'offres
  - si demande est considérée recevable: saisie d'une commission indépendante constituée de 3 experts
  - décision de la commission = finale et doit être exécutée par IO